

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 130 - 12 JUIN 1980 - Prix : 1 f.



Plus de 6 000 manifestants à Nantes le 5 juin pour le droit à la santé.

22 Juin - fête de la brière :

Rendez-vous des luttes
et des libertés

Quand la santé va, tout va, dit un dicton populaire. S'il est vrai, alors, le Parti communiste français va bien. Il est en bonne santé et ce printemps 80 lui donne le teint frais et des muscles solides.

Pourtant, les docteurs « tant pis » lui avaient prédit des jours sombres. Le chirurgien François Mitterrand voulait, dès 1972, pratiquer sur lui une opération qui l'aurait privé de trois millions d'électeurs. Le grand professeur de l'Elysée, Giscard d'Estaing, voulait ramener sa courbe (électorale) de 21-20 % à 15 % des voix.

Hélas pour eux, le « malade » se porte bien. Les diagnostics étaient faux. En ce mois de juin ensoleillé, le P.C.F. est vigoureux, debout au côté des millions de travailleurs qui se lèvent pour défendre leur Sécurité sociale, leurs usines et leurs emplois, l'indépendance de notre pays.

A ceux qui rêvent encore d'affaiblir le P.C.F., rappelons que les élections municipales partielles de Saint-Joachim se sont traduites, après le refus du P.S. de constituer une liste d'union, par un gain de 6 % du P.C.F. et une perte de 16 % du P.S. La gauche était majoritaire, le P.S. a pris la responsabilité de faire élire la droite !!!

La force intacte du P.C.F. a permis de contraindre le pouvoir et les partisans du consensus à des reculs et à préserver le potentiel industriel de la région.

La lutte des communistes pour la défense de l'aéronautique et la production de l'"Airbus", la lutte contre le Plan Davignon de liquidation de la construction navale, les récentes commandes passées au C.A., la campagne du P.C.F. pour la construction des tranches 4 et 5 de la centrale de Cordemais (qui peut entraîner un essor plein de promesses pour le port de Montoir), la campagne pour la production d'énergie dans la région, base solide d'un développement industriel créateur d'emplois, la lutte du P.C.F. pour la relance de la production de charbon : autant d'exemples qui montrent qu'il est possible de faire reculer l'austérité et le déclin industriel, qu'il est possible d'aller vers le changement.

Le succès de la Fête de l'Humanité, organisée fin mai à Saint-Nazaire, témoigne de cette vitalité du P.C.F. et du soutien que lui apportent les travailleurs de notre région.

Dans nos communes briéronnes, chacun sait la part prise par les élus communistes pour la défense de la Brière et des Briérons. Jean-Louis Le Corre, conseiller général, maire de Trignac ; Hubert Bouyer, maire de Montoir ; Maurice Rocher, Yvon Chedotal, Yannick Vinches, syndics de Brière, ont œuvré pour préserver les droits des Briérons mis à mal par le projet de charte du Parc régional de Brière.

En dix ans que de changements, que de chemin parcouru ! Les travailleurs de Trignac et Montoir se sont donné un maire communiste. Le canton de Montoir a élu un conseiller général communiste. **Partout en Brière, le P.C.F. s'affirme comme la force montante, la force de l'espoir et du changement.**

Notre Fête de Brière témoignera une nouvelle fois de cette réalité. **Notre fête sera la fête des luttes, la fête des libertés, de toutes les libertés.**

La Fête de Brière sera une occasion de renouveler, quelques semaines après la visite du Pape en France, notre volonté de dialogue avec les chrétiens.

Elle sera aussi l'occasion de réaffirmer notre volonté de construire en France une autre société, humaine et fraternelle, socialiste et auto-gestionnaire. **Elle sera l'occasion de réaffirmer notre volonté de construire l'union sur des bases claires, solides et loyales, parce que cette union sera ancrée dans les luttes des travailleurs, dans l'union à la base.**

BIENVENUE A LA FETE DE LA BRIERE.

Hubert DELAHAIE,

Membre du Comité fédéral de L.A.,
Secrétaire de la Section de Brière du P.C.F.

Contre une convention rétrograde : "Poursuivre la lutte pour le droit à la santé"

Cinquième moment fort de la grande offensive des salariés depuis un mois et demi. - Après les journées de lutte des 25 avril, 1er, 13 et 23 mai - la grève du 5 juin témoigne d'un maintien de la combativité à un niveau rarement atteint ces dernières années. La participation sur des orientations convergentes - la défense de la Sécurité sociale - de la majorité des médecins à la lutte représente un encouragement supplémentaire à intensifier l'action.

Le gouvernement apparaît de plus en plus vulnérable. Espérant la paix sociale, il avait lancé une vaste entreprise pour réformer l'Etat et les institutions dans le sens d'une meilleure adaptation de ceux-ci à ses orientations rétrogrades et autoritaires.

On a vu ainsi fleurir projets, décrets, propositions de lois s'attaquant à la Sécurité sociale (loi Berger, conventionnement), à la Justice (projet Peyrefitte appelé par antiphrase « sécurité et liberté »), à l'Université (amendement), à la

fonction publique (projet de « développement des responsabilités des collectivités locales » — sic —) etc.

Dans tous les cas il se heurte aux pires difficultés pour les faire admettre, même à des catégories sociales réputées peu exubérantes : grève des médecins, manifestations de magistrats et d'avocats, levée de boucliers des présidents d'universités, etc. A plusieurs reprises, M. Barre a dû mettre genou à terre devant les porteurs de pan-

(suite en dernière page)

AU PROGRAMME DE LA FETE

A la Chapelle-des-Marais

Au Fossé Blanc

OUVERTURE : 10 HEURES

Nombreux stands - jeux divers...

Ball-Trap - Restaurant

15 HEURES :

Meeting présidé par

hubert delahaie

secrétaire de la section de Brière

allocution de

MAURICE ROCHER

secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique du p.c.f.

17 HEURES :

Spectacle avec un groupe de la région

OMASUYU

Un groupe de six musiciens qui présente des chants inspirés de la musique des Andes que le groupe « LOS RUPAY » a déjà popularisé dans la région.

Folklore bolivien et péruvien

Méodies indiennes

Instruments : Charengo, zampoña, kina, bomba, guitare, mandoline et violon

Cinéma "les Club"

76, AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE Tél. 22.53.41

Tous les jours 2 soirées vers 20-22 h. Matinées tous les jours 14 h 30, dimanche, 14 h, 16 h

UNE SEMAINE DE VACANCES

SATURNE III

APPREND-MOI L'AMOUR

(Interdit moins 18 ans)

JOHNNY GOT IS GUN

Jusqu'à lundi

Quinzaine du film fantastique et de politique fiction

- A CAUSE D'UN ASSASSINAT
- LE DOSSIER 51
- LE SYNDROME CHINOIS
- L'ECHIQUIER DE LA PASSION
- DES MORTS
- L'AN 01
- JOHNNY GOT IS GUN

Abonnement pour ce festival : cinq films pour 50 F (documentation et horaires aux guichets).

Les KORRIGANS

8, avenue de la République ST-NAZAIRE Tél. 22.44.79

QUE LE SPECTACLE COMMENCE

(Palme d'Or Cannes 80)

CANNES 80 : MON ONCLE D'AMÉRIQUE

LA FIANCÉE DU PIRATE

(Interdit moins 13 ans)

AU DELA DE LA GLOIRE LA GRANDE REVANCHE DE BRUCE LE

(Interdit moins 13 ans)

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES

ÉCOLE DES BEAUX-ARTS DE NANTES :

Les étudiants veulent travailler dans de meilleures conditions

Le manque d'intérêt et le faible budget qu'accorde l'Etat à la Culture permet à peu d'écoles d'art de répondre réellement aux besoins des étudiants, des professeurs et du personnel non enseignant.

Ainsi l'école des Beaux-Arts de Nantes, qui subit cette politique d'austérité, connaît une situation depuis longtemps alarmante. L'école, avec son admi-

nistration, se trouve en plein centre ville, dans un ancien lycée; elle possède une annexe qui, par contre, est totalement excentrée. Locaux vétustes et baraquements minuscules sont en très mauvais état, il y a peu de salles pour accueillir les 300 étudiants de l'école (d'où la création de l'annexe), le matériel pour enseigner les arts plastiques fait défaut (les étu-

dants doivent se payer les fournitures très chères); les conditions de sécurité ne sont pas respectées (des plafonds s'effondrent, des fuites d'eau, le manque évident d'extincteurs, pas d'infirmerie, le nombre trop important d'autos pouvant empêcher l'accès des voitures de pompiers, en cas d'incendie). Cette situation scandaleuse a des conséquences sur la péda-

gogie, et sur les relations entre étudiants. Il n'est en effet pas toujours possible d'enseigner, à cause du manque de moyens, du temps perdu par les étudiants et les professeurs dans les déplacements entre l'école et l'annexe. Quant aux relations entre étudiants, il y en a peu du fait de l'isolement de ceux qui travaillent en permanence à l'annexe.

La municipalité supporte à 95 % les frais de l'école, et la part de l'Etat est vraiment minime ! Pour installer l'école des Beaux-Arts dans des équipements adaptés aux besoins, la mairie a voté un crédit de 36 000 NF et l'Etat :

suite page 4

Les nouveautés de la semaine

• **LONG RIDERS.** — Film de Walter Hill, avec David Keith, Robert Carradine, Stacy, James Keach, Randy et Dennis Quaid, Nicholas et Christopher Guest. Quatre légendaires familles de hors-la-loi américains interprétées par quatre familles d'acteurs célèbres. Un film réalisé par le réalisateur de "Warriors" et le coproducteur de "Alien".

• **UNE SEMAINE DE VACANCES.** — Film de Bertrand Tavernier, avec Michel Galabru, Philippe Noiret, Nathalie Baye, Gérard Lanvin.

• **LA MALADIE DE HAMBOURG.** — Film allemand de Peter Fleischmann interprété par Helmut Griem, Fernando Arrabal.

• **UNE FEMME ITALIENNE.** — Film de Giuseppe Bertolucci. Une jeune femme (Mariangela Melato) errant sans but précis dans la gare de Milan.

• **LE CHAT ET LE CANARI.** — Film américain de Radley Metzger, interprété par Honor Blackman.

• **SATURN 3.** — Film anglais de Stanley Donen, interprété par Kirk Douglas.

• **ALL THAT JAZZ (Que le spectacle commence).** — Film de Bob Fosse, avec Roy Scheider, Jessica Lange, Ann Reinking. Le monde du show-business sous le scalpel de Bob Fosse, le metteur en scène du célèbre "Cabaret". (Quatre Oscars à Hollywood et Palme d'Or Cannes 1980).

• **UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE.** — Film italien de Ettore Scola, avec Maestro Mastroianni et Sophia Loren.

ce de l'homme, la première partie d'une aventure ouverte sur le monde passé, lié au monde présent, ou comment les connaissances se sont, ou ne sont pas, transmises, de l'Orient millénaire à l'Occident moderne. Ce qui pourrait être ennuyeux ou solennel passe parfaitement, non seulement par la grâce des images, mais aussi par l'humour de Peter Brook qui émaille le récit, humour d'ailleurs partagé chez le jeune Gurdjieff découvrant le monde. La première séquence, montrant des musiciens et chanteurs cherchant à pousser la seule note juste qui peut faire vibrer les montagnes, donne le ton du film.

SEMAINE DU CINEMA ITALIEN AU "CONCORDE"

Le Concorde présente cette semaine sept films italiens dont certains inédits en France.

Voici ces titres : "LA VILLEGGIATURA", "IRENE, IRENE", "CUORE DI CANE", "CAROFANO ROSSO", "IL SOSPETTO", "MUSSOLINI ULTIMO ATTO", "LETTERE DAL FRONTE".

THE ROSE

Les derniers jours de gloire et la mort triste d'une chanteuse de rock et de blues parmi les plus grandes...

"THE ROSE" est comme le portrait synthétique de quelques vedettes du rock américain des années soixante, mortes, si l'on ose dire, au champ d'honneur. Il pourrait tout aussi bien s'agir de Janis Joplin que de Jimmy Hendrix ou de Brian Jones, ou encore, par extrapolation, de James Dean ou de Marilyn Monroe, eux aussi victimes de leur métier de stars.

Mark Rydell, a eu l'intelligence de ne pas croire et de s'effacer hors du commun de Bette Midler dont, force est de le constater, l'abattage et le talent enlèvent l'adhésion dans l'enthousiasme. Une performance d'acteur s'il en est. Et qui vaut la peine d'être vue. Musique ad hoc.

RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES

Film anglais de Peter Brook, qui le présentait lui-même à Saint-Nazaire cette semaine.

Peter Brook, qui est à la fois homme de théâtre et de cinéma, a tiré du premier récit de Gurdjieff un film beau et non contemplatif d'où il a tenté d'expurger les passages par trop mystiques et conservé ce qu'il y a de meilleur dans l'oeuvre : la connaissance.

APOLLO 5 salles, 5 films

LES CROCS DU DIABLE

LA RAGE DE LA CASSE

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

LE CHAINON MANQUANT

DES ROSES ROUGES POUR LE FURHER

(Interdit aux moins de 18 ans)

ARIEL 2 SALLES

FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE LA MALADIE DE HAMBOURG

- 2 films « HARD » au même programme tarif réduit interdit moins de 18 ans
- CARROUSSEL D'AMOUR
- PARTIES CARREES CAMPAGNARDES

Horaires les "Korrigan"

Salle 1 : Tous les jours, 20 h 05, 22 h 30, plus vendredi, sam., lundi, 14 h 30, plus dim., 14 h 05, 16 h 30.

Salle 2 : Tous les jours, 20 h, 22 h 30, plus mercredi, vendredi, sam., lundi, 14 h 30, plus dim., 14 h, 16 h 30.

Salle 3 : Tous les jours, 20 h 15, 22 h 30, plus mercredi, vendredi, sam., lundi, 14 h 30, plus dim., 14 h 15, 16 h 30.

Salle 4 : premier film : mercredi, 14 h 30, 20 h 05, 22 h 25, plus mardi, jeudi, sam., 20 h 10, plus vendredi, lundi, 14 h 30, 20 h 30, plus dim., 14 h 10, 20 h 10.

Deuxième film : mercredi, 14 h 30, 20 h 10, 22 h 10, plus mardi, jeudi, vendredi, lundi, 22 h 30, plus sam., 14 h 30, 22 h 30, plus dim., 16 h 30, 22 h 30.

Salle 5 : Tous les jours, 20 h 20, 22 h 25, plus mercredi, vendredi, sam., lundi, 14 h 30, plus dim., 14 h 20, 16 h 25.

Gaumont

BRIGADE MONDAINE
(Interdit aux moins de 18 ans)

GIRLS
(Interdit moins 13 ans)

LES SOUS-DOUÉS

LES VALSEUSES
(Interdit aux moins de 18 ans)



THE ROSE

4 nominations aux OSCARS
3 GOLDEN GLOBES à Hollywood

BETTE MIDLER
ALAN BATES
THE ROSE
FREDERIC FORREST

Frères. Rebelles. Hors-la-loi. Héros.

LONG RIDERS

Le Gang des Frères James

FESTIVAL DE CANNES
SELECTION OFFICIELLE

United Artists

A L'AFFICHE DE NANTES

APOLLO

- 1 - 14 h, 16 h 15, 20 h, 22 h 15, plus sam., 0 h 30 : LES CROCS DU DIABLE.
- 2 - 13 h 55, 16 h, 20 h 10, 22 h 15, plus dim., 18 h 05, plus sam., 0 h 20 : LA RAGE DE LA CASSE.
- 3 - 13 h 50, 15 h 55, 20 h 05, 22 h 10, plus dim., 18 h, plus sam., 0 h 15 : LE CHAINON MANQUANT.
- 4 - 14 h, 16 h 05, 20 h 15, 22 h 30, plus dim., 18 h 10, plus sam., 0 h 25 : UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE.
- 5 - 14 h 15, 16 h 10, 20 h, 21 h 55, plus dim., 18 h 05, plus sam., 23 h 50 : DES ROSES ROUGES POUR LE FURHER.

ARIEL

- 1 - 14 h, 16 h 20, 20 h, 22 h 20, plus sam., 0 h 40 : LA MALADIE DE HAMBOURG.
- 2 - (permanent) : CARROUSSEL D'AMOUR. PARTIES CARREES CAMPAGNARDES.

COLISEE, 14 h 30, 20 h, 22 h 30, plus dim., 17 h

- 1 - ALL THAT JAZZ.
- 2 - LE SAUT DANS LE VIDE.
- 3 - MON ONCLE D'AMÉRIQUE.

CONCORDE

- 1 - 20 h 15 et 22 h 30, plus dim., 14 h 30 et 17 h 15 : SEMAINE DU CINEMA ITALIEN.
- 2 - 20 h 15, plus dim., 14 h 30 : L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS.
- 3 - 20 h, plus dim., 14 h 15 : LOVE.
- 4 - 22 h 15, plus dim., 17 h : LE TROISIÈME HOMME.
- 5 - 20 h, plus dim., 14 h 15 : SALO OU LES 120 JOURS DE SODOME.
- 6 - 22 h 30, plus dim., 17 h : LITTLE BIG MAN.

GAUMONT

- 1 - 14 h 05, 16 h 45, 19 h 50, 22 h 30 : THE ROSE.
- 2 - 13 h 55, 16 h, 20 h 25, 22 h 30, plus dim., 18 h : LES SOUS-DOUÉS.
- 3 - 13 h 50, 16 h, 20 h 20, 22 h 30, plus dim., 18 h : LONG RIDERS.
- 4 - 13 h 15, 16 h, 20 h 25, 22 h 30, plus dim., 18 h : GIRLS.
- 5 - 13 h 50, 16 h, 20 h 20, 22 h 30, plus dim., 18 h : BRIGADE MONDAINE.
- 6 - 14 h 10, 16 h 45, 20 h, 22 h 30 : LES VALSEUSES.

KATORZA, 14 h 30, 20 h, 22 h 30, plus dim., 17 h

- 1 - UNE SEMAINE DE VACANCES.
- 2 - LE CHAT ET LE CANARI.
- 3 - JOHNNY GOT HIS GUN.
- 4 - MIDNIGHT EXPRESS.

RACINE, 14 h, 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30, 23 h

- 1 - AUTOSTOPPEUSES EN CHALEUR.
- 2 - GRETTA, MONICA ET SUZELLE.

VERSAILLES

- 1 - 20 h, plus dim., 14 h 15 : LE DERNIER TANGO A PARIS.
- 2 - 20 h 15, plus dim., 14 h 30 : FELLINI ROMA.
- 22 h 30, plus dim., 17 h 15 : LA FEMME ITALIENNE.

Au Conseil général

La dernière session du Conseil général fut incontestablement marquée par le nombre important des interventions que firent les 2 conseillers généraux communistes : Michel Moreau et Jean-Louis Le Corre.

Ces interventions nombreuses, sur des sujets très divers, ont mis en évidence le rôle important que jouent les élus communistes dans l'Assemblée Départementale. Bourgeoise et Parti Socialiste se sont d'ailleurs attachés à tenter de récupérer ce que l'action des communistes, la pression des travailleurs, ont contraint le pouvoir à concéder. C'est ce rôle, d'ailleurs, que la presse locale s'est efforcée de cacher, faisant quasiment l'impasse sur les quelques 23 interventions qu'ils firent en séance.

On a pu observer d'ailleurs qu'existe un véritable refus de faire venir en débat les grandes questions qui commandent la vie économique et sociale, l'avenir du département. Ainsi, les élus communistes furent contraints de se saisir des dossiers inscrits à l'ordre du jour pour arracher ce débat.

NON AUX FERMETURES DE LIGNES S.N.C.F. !

Ainsi, à propos de la SNCF, Michel Moreau dénonça « le principe de l'intégration du réseau national dans une sorte de super-société européenne », principe dans lequel s'inscrit le plan Guillaumat, qui revient à « jeter par-dessus bord la notion de service public » et qui se traduirait par la réduction du nombre des chemins de fer de 3200 par an minimum d'ici à 1982, la suppression de 6000 km de lignes omnibus, la fermeture de 3 gares sur 4 à la desserte permanente des marchandises. Et tout cela, insistait Michel Moreau, pour « réduire le réseau ferroviaire à sa partie jugée la plus rentable ».

Proposition étant faite de lancer une (nouvelle) étude sur la Loire et les richesses en sable, Michel Moreau précisa tout d'abord que ce ne devrait

pas être aux collectivités locales de payer « alors que la responsabilité n'est pas de leur fait » puisque ce sont « le manque de prévoyance de l'Etat ou ses carences qui sont responsables de cette situation ». Dénonçant, dans cet esprit, « l'intervention brutale et inconsidérée de l'Etat sur le cours intérieur », Michel Moreau montra que « l'accélération de la vitesse des courants et la baisse générale des eaux, minent la solidité des ouvrages d'art sur tout le cours du fleuve » et exposa « l'ampleur de la détérioration du régime hydraulique du fleuve constatée à Nantes même ». Et l'élu communiste conclut son intervention en précisant que « cette étude serait bien inutile si on laissait la Loire en l'état actuel, si on appliquait le rapport Chapon » et en rappelant les propositions des communistes contenues dans le projet de loi déposé à l'Assemblée Nationale.

Michel Moreau renouvela ensuite (en vain) la proposition faite lors de la cession de janvier par les deux élus communistes de versement d'une allocation mensuelle de 500 F aux chômeurs privés de ressources.

Il s'inquiéta de la lenteur de l'avancement des études sur le franchissement de Cheviré et ce, « alors que les conditions de transport et de circulation ne cessent de se dégrader ». De même pour l'hôpital Nord de Nantes.

PAYSANS FRANÇAIS SACRIFIÉS SUR L'AUTEL DE L'EUROPE

Intervenant à propos des problèmes agricoles, Michel Moreau montra que ceux-ci étaient le résultat « d'une politique qui lamaine inexorablement l'agriculture française, qui assomme économiquement des milliers d'agriculteurs de notre région ». Politique, souligna-t-il, « décidée hors de nos frontières avec l'accord du gouvernement français ». Puis, après avoir exposé les répercussions de cette poli-

tique (que seul le P.C.F. combat véritablement) et rappelé le refus des communistes de voir élargir la Communauté Européenne, Michel Moreau rappela les propositions de notre parti pour défendre les paysans français.

Puis, Michel Moreau intervint à propos d'un projet de regroupement des déchets industriels, du vote de subventions aux associations de 3^e âge (dont il se félicita), des problèmes de logement (et il réaffirma que « se loger est un droit »), de l'aide du Conseil général pour la bibliothèque centrale de prêt (qu'il approuva) — il profita d'ailleurs de l'examen de ce dossier pour proposer « que soit instaurée avec les intéressés... une réflexion débouchant sur la conception d'un véritable réseau de culture au niveau du département ».

ALORS, LA BRIERE N'EST PLUS UN MARAIS DE L'OUEST ?

Jean-Louis Le Corre, pour sa part, devait lui aussi intervenir à de très nombreuses reprises, et comme pour Michel Moreau, nous nous limiterons à citer quelques-unes de ces interventions.

A propos de la Brière, il devait s'étonner que celle-ci soit exclue de l'étude sur le schéma d'aménagement des marais de l'Ouest alors précisait-il, qu'il y a « interpénétration des problèmes hydrauliques » et que l'Assemblée générale du Parc, le 23 mai, en avait exprimé le souhait. Et l'élu communiste rappela « cela fait maintenant près de 2 ans que nous avons demandé ces études hydrauliques », lesquelles devraient, à son avis, porter sur :

- 1) l'évacuation des eaux pluviales de l'ensemble des marais du bassin du Brivet ;
- 2) l'amélioration des exutoires des Marais de Donges, canal de la Taillie du Priory, de Martigné et le Brivet ;
- 3) le maintien de l'équilibre du niveau des eaux dans les marais de la Grande Brière ;
- 4) la recherche des possibi-

lités d'alimenter les marais en eau douce en période d'été.

Jean-Louis Le Corre insistait aussi sur le fait que « les débouchés en Loire et leurs améliorations supposent une action persévérante du port autonome... qui devrait être associé aux études » et il posait le problème des conséquences des remblaiements effectués sur des centaines d'hectares de vasières et de l'approfondissement du chenal qui entraîne « une remontée des eaux salées importantes ».

Proposition étant faite que le Conseil général participe à la création de deux stations de démonstration de production de gaz méthane par fermentation de déjections animales, Jean-Louis Le Corre souligna l'intérêt de cette initiative mais insista pour situer les 33 tonnes d'équivalent-pétrole que produiraient ces 2 stations à l'échelle de l'ensemble de la consommation énergétique départementale. Il suggéra d'ailleurs que soient examinées les possibilités d'utilisation des déchets industriels de la production de topinambours, celles-ci s'inscrivant dans le cadre de l'utilisation de toutes les ressources énergétiques.

Intervenant ensuite sur la situation des personnels départementaux, Jean-Louis Le Corre rappela que « sur 2221 personnes, 1104 seulement sont titulaires » et qu'il s'agit là « d'une situation anormale qui ne peut se poursuivre ». En outre, précisait-il, chiffres à l'appui, « un grand nombre de ces personnels est du personnel pour l'Etat ». « Il y a donc bien là, concluait-il, parmi l'ensemble de ces personnels départementaux, des situations anormales que nous ne pouvons accepter d'autant qu'un nombre important d'entre eux sont des personnels pour l'Etat qui s'ils étaient titularisés n'auraient pas au budget du département ».

Puis, Jean-Louis Le Corre intervint à propos de la situation à la SNIAS. St-Nazaire et s'indigna notamment de la situation des 7 licenciés « qui se voient encore appelés au tribunal sur plainte de la SNIAS avec d'autres membres du personnel délégué, etc ».

Il dénonça aussi « le refus de rebaucher ces salariés sur

St-Nazaire alors que des entreprises réclament par la presse des OP 3 traiteurs notamment à St-Brevin et qu'ils sont tous des ouvriers qualifiés ».

Les élus communistes soulignèrent aussi « l'intérêt scientifique » que représentait le projet de réalisation d'un planétarium, alors qu'il n'y avait pas dans tout l'Ouest.

Relevant ensuite que l'aide de l'Etat au fonctionnement du Conservatoire National de Région était très insuffisante, les élus communistes se félicitèrent de l'aide du département « amplement justifiée par l'origine géographique des élèves et l'utilisation diversifiée de cet équipement ».

A signaler que nos camarades intervinrent au cours du débat pour qu'une délégation de travailleurs de la « Nantaise de Fonderies » soit reçue par le Préfet et le Président du Conseil général.

Ceux-ci le refusèrent.

SEULS, LES ELUS COMMUNISTES VOTENT CONTRE LE BUDGET !

En conclusion des travaux de cette session, le budget supplémentaire fut adopté. Seuls les élus communistes votèrent contre, rappelant qu'au cours de cette session, ils avaient été amenés à voter ces propositions qui leur paraissaient conformes aux intérêts de la population (peu), à formuler des propositions allant (comme le versement d'une aide aux chômeurs privés de ressources) dans le même sens, propositions que la majorité du Conseil général refusa. Ce budget s'inscrivait dans la droite ligne de la politique du pouvoir qui tourne le dos aux intérêts de la population laborieuse de notre région, la seule démarche claire consistait donc à voter contre.

Les élus socialistes, pour leur part, se réfugièrent dans l'abstention...

Journées d'études des enseignants communistes à Noisy-le-Sec

Faisant suite au Conseil national sur les intellectuels et la culture, aux propositions avancées depuis le Comité Central sur la Jeunesse (dont la revue « L'Ecole et la Nation » s'est fait un large écho), à de nombreux rassemblements comme celui de Nantes, les journées d'études des enseignants communistes de Noisy-le-Sec marquent le début d'un effort nouveau dans la réflexion du Parti sur l'école, que G. Marchais résuma dans l'appel lancé aux enseignants, jeunes, travailleurs : « C'est dans les luttes que nous construisons ensemble dès aujourd'hui l'école nouvelle, celle du socialisme autogestionnaire ».

Pour la justice sociale, lier l'école à la vie et au travail, pour un pluralisme réel, pour que l'école devienne l'affaire de tous, tels sont les quatre grands axes de luttes mis en avant à l'issue de ces journées : des axes de luttes qui prennent en compte toutes les dimensions de la question scolaire.

La dimension populaire et nationale : L'école devenue la

plaque tournante de toute entrée dans la vie active, est le lieu où s'affronte la stratégie du déclin aux aspirations des jeunes à vivre et travailler autrement, aux nécessités de la révolution scientifique et technique qui pose en termes nouveaux les rapports entre travail manuel et intellectuel.

La dimension de la crise globale : L'école est un carrefour, à l'articulation de la crise sociale, des crises de la famille, de la communication sociale, des débouchés, et se trouve soumis directement aux idéologies de la désespérance. Le malaise qui résulte de cette situation ne conduit pas spontanément à la prise de conscience des causes et des solutions.

La dimension de classe : Pas de transformation de la société, comme de l'école, en gommant l'intervention motrice de la classe ouvrière. D'où l'importance de nos récentes propositions sur la formation professionnelle : apporter des solutions immédiates à la situation des 250 000 jeunes qui quittent chaque année l'école sans mé-

tier, améliorer les conditions actuelles de l'apprentissage, aller vers un grand développement des moyens mis à la disposition des L.E.P.

Mieux prendre en compte l'aspiration des jeunes à accéder directement à toutes les formes de connaissance, à s'initier très tôt à la vie, c'est lutter dès aujourd'hui pour une école beaucoup plus liée au travail et à la vie, pour une liaison école-entreprise non subordonnée aux intérêts du patronat : l'entreprise n'est pas celle des seuls patrons, mais aussi et d'abord, celle des ouvriers, employés, I.T.C., celle des syndicats et des cellules, au cœur des luttes pour l'autogestion socialiste.

Engager, dès maintenant, des actions unissant jeunes, enseignants, parents, travailleurs, pour la création d'emplois, l'extension des formations techniques des établissements de la ville correspondant aux aspirations et aux besoins, pour la définition des conditions et con-

(suite page 4)

en bref - en bref - en bref

Les pompiers de l'aéroport de Château-Bougon ont fait grève une journée la semaine dernière. Ils protestent contre la mise à l'écart de leurs représentants syndicaux élus dans les négociations entre la direction générale de l'Aviation civile et les Chambres de Commerce gestionnaires, au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de sauvetage et de lutte contre l'incendie. Une grave menace pèse également sur leur spécificité de pompier d'aérodrome.

Au S.E.I.T.A. à Carquefou, une grève de 24 heures a eu lieu à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et Autonoma pour la défense du service public. Dans leur communiqué, ils déclarent notamment : « Obliger les parlementaires à rejeter le projet de loi néfaste pour l'avenir du S.E.I.T.A., puisqu'il a comme objectif son démantèlement, en laissant la

porte ouverte aux capitaux privés, portant atteinte aux droits acquis des agents actifs et retraités. »

Les ouvriers des phares et balises du parc de St-Nazaire ont fait grève pendant 48 heures la semaine passée et se sont opposés à la sortie du navire-baliseur « Pierre Durepaire » à l'appel de leur syndicat C.G.I. Outre leurs revendications générales, ils demandent l'annulation de la circulaire ministérielle du 20 mars, qui remet en cause tout le service et bloque tout le recrutement de nouveaux auxiliaires de parcs et ateliers. Dans le cas présent, les départs en retraite ne sont pas remplacés automatiquement. Cette circulaire entrave également les promotions et la création de la catégorie de maître-ouvrier. Cela entraîne un surcroît de travail pour chacun sans compensation salariale.

OUI A LA RÉHABILITATION DES LOGEMENTS NON AU CONVENTIONNEMENT

Accepter la néfaste réforme gouvernementale du logement et toutes ses conséquences équivaut à remettre en cause lentement mais sûrement, l'une des grandes conquêtes du mouvement ouvrier, et pourtant ! C'est la décision qui a été prise le 20 mai par la majorité du conseil d'administration des H.L.M. à Nantes.

Les communistes s'y sont opposés et une nouvelle fois les représentants socialistes ont voté le conventionnement après l'avoir eux-mêmes condamné, après avoir voté les 30 à 40 % de hausse sur le chauffage, les 21 % des loyers.

Ça fait beaucoup ! Il semble que sur les bancs socialistes on veuille parler de « gestion rigoureuse de l'office » ignorant une réalité bien concrète à Nantes : les difficultés grandissantes des locataires H.L.M. Pourtant il est temps de prendre en compte la situation de ceux-ci. « Entre la gestion du budget d'un office H.L.M. et le budget d'une famille, il faut faire un choix ».

Ce choix, les communistes l'ont fait : c'est la lutte, comme pour la santé ou d'autres revendications.

« Il faut en finir, considèrent les communistes nantais, avec cette situation insupportable qui voit dans notre ville des milliers de salariés, de jeunes qui attendent l'attribution d'un logement ».

Il faut en finir avec la situation de plus en plus insupportable que connaissent les locataires des H.L.M. du fait des hausses des loyers et des charges et de la dégradation précoce.

Payer toujours plus cher pour subir les lézardes sur les façades et sur les murs, la saleté souvent repoussante dans les entrées et les escaliers, le manque criant d'isolation thermique et d'insonorisation, tout cela n'est pas acceptable.

C'est pourquoi le Comité de ville de Nantes et les 4 000

signataires de la pétition qu'il a fait circuler dans la dernière période exigent que des mesures efficaces soient prises sans passer par le conventionnement qui se traduira par de nouvelles augmentations.

L'expérience du Sillon-de-Bretagne est significative. Les locataires se retrouvent en difficulté du fait même de ce conventionnement, les raisons invoquées : « loyer trop cher ». Résultat : des locataires demandent à revenir dans les cités H.L.M. de Nantes.

Partout où le conventionnement a été imposé cela s'est traduit par des hausses !

Réhabiliter le logement, OUI, pour mettre à la disposition des familles des appartements confortables et modernes, mais cette modernisation nécessaire ne doit pas se faire sur le dos des locataires.

Parce qu'ils sont toujours placés aux côtés des plus exploités, les communistes entendent

aujourd'hui faire en sorte que l'on ne vide pas de son contenu social le mouvement H.L.M. ! Les communistes sont décidés à poursuivre leurs luttes avec les locataires, en direction des pouvoirs publics, des administrateurs H.L.M. de Nantes, pour défendre le logement social.

Avec les locataires, ils entendent exprimer aux dirigeants du mouvement H.L.M. et au ministre de l'Environnement et du Logement, les mesures qu'il importe de prendre tout de suite : le blocage des loyers et l'attribution aux offices H.L.M. de crédits exceptionnels.

Le Comité de Ville de Nantes a transmis au Congrès national des H.L.M. à Metz une motion réunissant les doléances des milliers d'habitants des cités H.L.M. de Nantes.

AVOIR UN LOGEMENT CONFORTABLE, AGRÉABLE ET A LOYER MODÉRÉ EST UN DROIT. IL FAUT L'IMPOSER. NOUS Y SOMMES DÉCIDÉS.

Ecole des Beaux-Arts (suite)

950 000 F. Les étudiants, les professeurs et le personnel non enseignant ont attendu pendant deux ans les subventions de l'Etat, et les travaux de rénovation ne pouvaient démarrer avant l'arrêt de crédits du Ministère, de crainte de se voir retirer les subventions de celui-ci.

La colère commence à monter, à l'école des Beaux-Arts, et c'est ainsi que trente étudiants accompagnés d'enseignants, du directeur : M. Touzenis, et de Jocelyne Cailleau (adjoindue aux affaires culturelles, groupe communiste) se sont rendus en

délégation au Ministère de la Culture, jeudi 29 mai.

Ils ont été reçus par M. Tourlière, délégué au Ministère.

Devant l'importance de la délégation soutenue par Jocelyne Cailleau, et appuyée d'un véritable dossier de photos prises sur l'état de l'école, le Ministère a dû donner l'assurance que les crédits tant attendus seraient débloqués dans un délai d'un mois.

Le voyage n'a donc pas été inutile. Il importe, néanmoins de rester vigilants sur les promesses du Ministère.

LES OUVRIÈRES GAGNENT A « MÉTAUX SOUS PRESSION »

Après huit jours de grève, augmentation de la prime de danger et nouvelle organisation du travail

Les ouvrières de l'atelier des presses, à l'usine « Métaux sous Pression », de Rezé ont gagné. Après huit jours de grève, elles obtiennent une augmentation de la prime de danger et un roulement pour le travail aux presses.

Les ouvrières de l'entreprise « Métaux sous Pression », dans la zone industrielle de Rezé (banlieue de Nantes), Rezé, ont amené le patron à

satisfaire l'essentiel de leurs revendications, que ce soit dans le domaine salarial ou dans celui de l'organisation du travail.

L'émotion avait été vive, fin mars, lorsqu'une des ouvrières avait eu les deux mains écrasées par une presse. Accident horrible. Mais plus encore ressenti dans l'atelier comme une injustice parce qu'il était évitable. A

condition, toutefois, que soient adoptées par la direction un certain nombre de mesures de sécurité, parmi lesquelles l'organisation d'un roulement pour le travail aux presses.

Lorsque, voilà huit jours, elles ont réclamé cette nouvelle organisation du travail et une augmentation de la prime de danger, la direction n'a rien trouvé d'autre à proposer... qu'une augmentation de la prime de 1 franc par mois ! Elles ont donc décidé la grève.

Très vite, en signe de solidarité, les salariés des autres secteurs de l'usine ont organisé un débrayage quotidien. L'affaire dans la ville a fait grand bruit. Les militants communistes de Rezé, à plusieurs reprises, sont venus à la porte de l'usine apporter leur soutien.

Finalement, la direction a dû céder : la prime de danger sera augmentée de 10 % et revalorisée à chaque augmentation de salaire. Par ailleurs, la proposition de roulement toutes les trois ou quatre semaines, pour les ouvrières employées sur presse, a été retenue.

Journées d'études des étudiants communistes à Noisy-le-Sec (suite)

tenus d'un stage d'élèves dans telle grande entreprise, n'est-ce pas un terrain de luttes remarquables, pour favoriser l'intervention de la classe ouvrière dans toutes les grandes questions nationales, pour susciter une rénovation des contenus d'enseignement, pour redonner moral à la jeunesse, pour élargir l'intervention des enseignants, pour donner un contenu de classe à l'alliance ouvriers-intellectuels ?

Ce débat, inséparable de l'action sur des objectifs concrets, est à poursuivre. Il

s'intègre dans la bataille idéologique et politique des enseignants communistes parmi leurs collègues, dans un milieu où l'influence du P.S. et de ses « relais » est puissante, où se nourrit encore une conception de l'union qui veut en ignorer le contenu : quelle union ? Pourquoi faire ? Dans cet effort de clarification, le rôle de « L'Ecole et la Nation » et de « Révolution » doit être mieux perçu, comme la nécessité de militer dans son milieu et de développer les cellules d'établissements scolaires.



15 JUIN
FÊTE DES PÈRES
1980

PRIX SPÉCIAUX

sur AUTO-RADIO — RADIO
RASOIR
ASPIRATEUR VOITURE

DAVY PIERRE DISTRIBUTEUR OFFICIEL
PHILIPS

85, av. de la République - SAINT-NAZAIRE - Tél. 22.52.84
12, boulevard de la République - PORNICHET - Tél. 61.06.74

JUIN

Jours	PLEINES MERS				BASSES MERS					
	MATIN		SOIR		MATIN					
	Heures	Haut. Coef.	Heures	Haut. Coef.	Heures	Haut.	Heures	Haut.		
15 D	6.59	5,2	88	19.18	5,3	85	1.23	0,6	13.45	0,8
16 L	7.37	5,0	81	19.57	5,1	76	2.08	0,8	14.29	1,0
17 M	8.17	4,8	72	20.37	4,8	67	2.50	1,0	15.13	1,2
18 M	8.59	4,5	62	21.20	4,6	58	3.35	1,2	15.58	1,5
19 J	9.44	4,3	54	22.12	4,3	50	4.21	1,5	16.47	1,7
20 PO	10.50	4,1	47	23.46	4,2	45	5.13	1,7	17.40	1,8
21 S				12.39	4,9	44	6.08	1,8	18.37	1,9
22 D	1.21	4,1	43	13.54	4,1	44	7.07	1,8	19.36	1,8
23 L	2.22	4,2	46	14.45	4,2	48	8.06	1,8	20.32	1,7
24 M	3.07	4,3	51	15.27	4,4	55	8.59	1,6	21.23	1,5
25 M	3.46	4,5	58	16.03	4,6	62	9.47	1,4	22.10	1,3
26 J	4.20	4,7	66	16.36	4,9	70	10.33	1,2	22.55	1,1
27 V	4.52	4,9	74	17.10	5,1	78	11.15	1,0	23.37	0,9
28 PL	5.27	5,1	81	17.45	5,2	83	11.59	0,9		
29 D	6.02	5,2	86	18.21	5,3	87	0.21	0,7	12.42	0,8
30 L	6.40	5,2	88	18.59	5,4	88	1.03	0,7	13.24	0,7

Venez vérifier nos Prix...

NU-PIED HOMME, à partir de 32 F
 SABOTS FEMME, CUIR 45 F
 NU-PIED CUIR BEBE 33,50 F

Chaussures St Antoine
 R. LUGEZ spécialistes conseils

Face les Halles - SAINT-NAZAIRE **MAJOR**

LES GRANDES MARÉES HAUTES MERS A SAINT-NAZAIRE

Dates	Heures légales	Coefficients
Mercredi 30 juillet	7 h 06	98
Jeu. 28 août	6 h 49	110
Vend. 26 septembre	6 h 28	117
Samedi 25 octobre	5 h 08	116
Dimanche 23 novembre	4 h 50	108
Lundi 22 décembre	4 h 39	98

COMME CHAQUE ANNEE A LA MEME EPOQUE...

G. DAVID

le spécialiste régional de la TV couleur, de la Vidéo et

lance l'opération **PRÉ-VACANC**

Votre téléviseur couleur, votre chaîne
votre magnétoscope chez vous ce s

ET VOUS NE PAIEREZ LA 1^{re} MENSUALITE QU'EN **SEPTEMBRE**

TELEFUNKEN, CONTINENTAL-EDISON, HITACHI
56 cm COULEUR, à prtir de 4 100 F Reprise de
GARANTIE TOTALE 2 ANS

ST-NAZAIRE

étape de vos vacances

JOR
magnifiques
Eaux
votre livret
asins MAJOR
NAZAIRE

IMPORTANT

Les heures indiquées sont les heures légales et correspondent au décret 78.718 du 5 juillet 1978, qui prévoit que l'heure légale sera avancée d'une heure du 5 avril 1980 à 2 heures (dimanche 6 avril 1980 en temps universel) au dimanche 28 septembre 1980 (dimanche 28 septembre 1980 à 1 heure en temps universel).

BENARROCH
Trignac - Méan ST-NAZAIRE - Tél. 22-23-27

PEUGEOT
CYCLES - CYCLOS
TESTI - GITANE
FANTIC-MOTOR

JUILLET

PLEINES MERS			BASSES MERS		
MATIN	SOIR		MATIN	SOIR	
Heures Haut. Coef.	Heures Haut. Coef.		Heures Haut.	Heures Haut.	
19 5,2 87	19.39 5,3 86		1.46 0,6	14.09 0,7	
20 5,1 84	20.21 5,2 82		2.31 0,7	14.55 0,8	
21 5,0 79	21.09 5,0 76		3.20 0,8	15.45 1,0	
22 4,8 73	22.06 4,9 70		4.11 1,0	16.39 1,1	
23 4,6 67	23.44 4,7 64		5.08 1,1	17.38 1,3	
	12.42 4,5 63		6.08 1,3	18.40 1,3	
25 4,6 62	14.01 4,6 63		7.13 1,3	19.45 1,3	
26 4,7 64	14.57 4,7 66		8.17 1,3	20.49 1,2	
27 4,8 69	15.45 4,9 72		9.20 1,1	21.49 1,0	
28 4,9 75	16.27 5,1 78		10.19 1,0	22.46 0,9	
29 5,1 81	17.09 5,2 83		11.12 0,9	23.37 0,7	
30 5,1 85	17.49 5,3 86			12.02 0,8	
31 5,2 87	18.26 5,3 87	0.25 0,7	12.47 0,8		
1 4,4 86	19.02 5,3 84	1.08 0,7	13.28 0,8		
2 5,0 82	19.37 5,2 79	1.49 0,7	14.09 0,9		
3 4,9 76	20.12 5,0 73	2.28 0,9	14.47 1,1		
4 4,7 69	20.48 4,8 65	3.07 1,1	15.26 1,3		
5 4,5 61	21.27 4,5 57	3.46 1,3	16.06 1,5		
6 4,3 53	22.16 4,3 50	4.28 1,5	16.51 1,7		
7 4,1 47	23.46 4,1 44	5.15 1,7	17.40 1,8		
	12.37 4,1 43	6.07 1,9	18.36 1,9		
9 4,1 42	13.55 4,1 43	7.07 1,9	19.38 1,9		
10 4,1 44	14.49 4,2 47	8.10 1,8	20.39 1,7		
11 4,3 51	15.35 4,4 55	9.08 1,6	21.35 1,5		
12 4,5 60	16.15 4,7 65	10.02 1,4	22.27 1,2		
13 4,8 71	16.51 5,0 76	10.51 1,1	23.14 0,9		
14 5,0 81	17.29 5,3 86	11.38 0,8			
15 4,8 90	18.07 5,5 93	0.01 0,6	12.24 0,6		
16 5,4 96	18.46 5,6 98	0.47 0,5	13.09 0,5		
17 5,4 98	19.26 5,6 98	1.32 0,4	13.54 0,5		
18 5,4 97	20.07 5,5 94	2.17 0,4	14.40 0,5		

LE PORT

A pleine mer, tous les navires à grand tirant d'eau peuvent y accéder et sa rade de mouillage s'étend sur 130 hectares.

Le port est pourvu de deux grands bassins à flots, d'un quai de marée extérieur et de trois entrées dont la plus récente, l'immense forme-écluse de 350 mètres sur 50 mètres et 16,50 mètres de profondeur, permet l'entrée, la sortie et la construction des plus grands navires.

Les bassins sont bordés de plus de 4 kilomètres de quais parfaitement outillés et d'un important réseau de voies ferrées. De nombreux docks, plus de 22 000 mètres carrés

de hangars et magasins, un entrepôt frigorifique et des services de halage et remorquage y sont installés.

La visite du port s'impose. Elle est aisée, les quais l'entourant étant accessibles, sur tout le parcours. Voir particulièrement la forme-écluse, la plus importante d'Europe; terrasse panoramique ouverte de juin à septembre; la base sous-marine dont la construction par les Allemands dura deux années et qui fut invulnérable aux bombardements; la grande entrée du port, ouvrage grandiose, pont tournant, usine élévatoire du plan d'eau, bureau du port, etc.; les deux grandes jetées ouest et est; les Chantiers de l'Atlantique, etc...



Café-Restaurant
Au Soleil Levant

BUFFETS - BANQUETS - VINS D'HONNEUR

103, rue Aristide-Briand, 44600 SAINT-NAZAIRE. Tél. : 22-40-08

VAG Votre Concessionnaire
Volkswagen et Audi.
GARAGE MOISON

Place de la Gare St-Nazaire Tél : 22 06 77

Garantie Nationale Occasion
Volkswagen et Audi

12 mois sur Volkswagen et Audi jusqu'à 2 ans.

6 mois sur autres marques jusqu'à 3 ans.

12 mois moteur et boîte sur Volkswagen et Audi jusqu'à 5 ans.

6 mois sur Volkswagen et Audi de 3 ans

3 mois sur Volkswagen, Audi et autres marques de 4 et 5 ans.

Audi 100 L 1977
Fiat 132 1977
VW Scirocco 1976
VW Combi 8 pl 1978
Peugeot 104 1978
Renault R5 1980
Renault R5 1979
Renault R30 TS 1976

Kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



LA PLAGE

En sortant du port, on accède à la plage principale exposée au sud et bien abritée des vents d'ouest par la pointe de Villès-Martin.

Cette plage est bordée par un boulevard ombragé, le long duquel le touriste re-

marquera d'abord la stèle élevée à la mémoire des héros britanniques du Commando, puis le monument aux morts de 1914-1918, ensuite le monument aux morts de 1870, et enfin sur un rocher en mer le monument américain commémorant le débarquement des troupes en 1916.

Un peu plus loin sur la droite, le promeneur pourra admirer l'ordonnance et la fraîcheur du jardin public et, continuant le boulevard Albert 1^{er}, atteindre la plage ombragée de Villès-Martin et le phare balisant le chenal qui, tout proche, offre le spectacle de fréquents passages de navires de tous tonnages.

De la pointe de Villès-Martin jusqu'à Saint-Marc-sur-Mer, trois possibilités s'offrent aux touristes :

- pour le piéton par la plage, aux marées basses ;
- pour le cycliste, par le sentier des Douaniers ;
- pour l'automobiliste, par la route de la Corniche.

AOUT

Jours	PLEINES MERS			BASSES MERS		
	MATIN	SOIR		MATIN	SOIR	
	Heures Haut. Coef.	Heures Haut. Coef.		Heures Haut.	Heures Haut.	
1 V	8.30 5,2 91	20.52 5,3 86		3.04 0,5	15.28 0,7	
2 S	9.15 5,0 81	21.41 5,0 76		3.53 0,7	16.18 0,9	
3 DQ	10.11 4,7 71	22.52 4,7 66		4.45 1,0	17.13 1,2	
4 L	11.53 4,5 61			5.42 1,3	18.14 1,4	
5 M	0.50 4,5 58	13.35 4,4 56		6.47 1,5	19.22 1,5	
6 M	2.11 4,4 55	14.42 4,4 56		7.58 1,5	20.33 1,5	
7 J	3.11 4,5 59	15.37 4,6 62		9.08 1,4	21.39 1,3	
8 V	4.01 4,6 66	16.21 4,9 70		10.09 1,3	22.38 1,1	
9 S	4.41 4,8 73	17.00 5,1 77		11.03 1,1	23.26 0,9	
10 NL	5.19 5,0 80	17.37 5,2 83	11.49 0,9			
11 L	5.55 5,1 85	18.11 5,3 86	0.11 0,7	12.31 0,8		
12 M	6.28 5,1 86	18.44 5,3 86	0.50 0,7	13.09 0,8		
13 M	6.59 5,1 85	19.14 5,2 84	1.26 0,7	13.44 0,8		
14 J	7.30 5,0 82	19.45 5,1 79	2.01 0,8	14.18 0,9		
15 V	8.00 4,9 76	20.15 4,9 72	2.34 0,9	14.51 1,1		
16 S	8.31 4,7 68	20.48 4,7 64	3.09 1,1	15.27 1,3		
17 D	9.06 4,5 60	21.25 4,4 55	3.45 1,3	16.04 1,5		
18 PO	9.46 4,3 51	22.12 4,2 47	4.25 1,6	16.48 1,7		
19 M	10.50 4,1 43	23.49 4,0 40	5.13 1,8	17.41 1,9		
20 M		12.49 4,0 39	6.12 2,0	18.47 2,0		
21 J	1.35 4,0 39	14.12 4,1 41	7.22 2,0	19.59 1,9		
22 V	2.42 4,1 45	15.10 4,3 50	8.33 1,8	21.05 1,6		
23 S	3.35 4,4 56	15.56 4,7 63	9.35 1,7	22.03 1,2		
24 D	4.16 4,7 70	16.34 5,1 77	10.30 1,1	22.54 0,8		
25 L	4.53 5,1 84	17.12 5,4 91	11.18 0,7	23.41 0,5		
26 PL	5.31 5,4 97	17.50 5,6 102		12.04 0,4		
27 M	6.10 5,6 106	18.29 5,8 109	0.28 0,2	12.50 0,3		
28 J	6.49 5,7 110	19.09 5,8 109	1.13 0,1	13.35 0,2		
29 V	7.29 5,6 107	19.49 5,7 104	1.57 0,1	14.20 0,3		
30 S	8.09 5,5 99	20.31 5,4 92	2.42 0,3	15.06 0,5		
31 D	8.53 5,2 85	21.16 5,1 78	3.30 0,6	15.54 0,9		

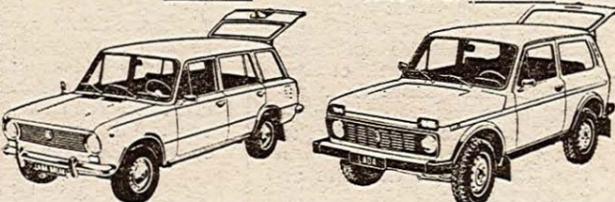
VOICI LES 5 VOITURES QUI ONT FAIT LA SOLIDE REPUTATION DES LADA.



1200 S - 7 CV 22.430 F

1300 - 7 CV 25.730 F

1600 - 9 CV 26.860 F



1200 BREAK - 7 CV 24.930 F

4x4 NIVA - 9 CV 38.810 F

250
CONCESSIONNAIRES
ET AGENTS LADA
EN FRANCE



Lada. Une solide réputation et des prix séduisants.

LADA

EUROP' AUTO

63 rue d'Anjou SAINT-NAZAIRE
TÉL : 22. 23. 07.

Avec les coopérateurs victimes d'une combine immobilière

Grugés, escroqués, menacés de procès, de saisies, recevant visite d'huissiers et lettres recommandées, pour les coopérateurs de la « Résidence du Parc » de Saint-Herblain, le temps de la désillusion devant les malfaçons, fissures, etc... qu'ils constataient dans l'appartement dont ils s'étaient rendus acquéreurs au prix de lourds sacrifices, ce temps de la désillusion a fait place à celui du désespoir, de la colère, de la lutte.

Si rapide pour frapper en certains cas, le bras séculier de la justice semble avoir bien du mal à se détendre pour atteindre les responsables du scandale financier et immobilier de la Résidence du Parc à Saint-Herblain (notre édition du 22 mai). D'autant que ces mêmes responsables n'en

étaient pas là à leur coup d'essai. Les dirigeants du COBTP (les mêmes que l'on retrouve à l'origine du « Parc des cauchemars » de Saint-Herblain) ont pourtant fait l'objet d'un rapport de la Brigade financière de Marseille, en février 1978, dans lequel il était précisé qu'ils avaient « abusé

des biens et pouvoirs de la Société « Le Mont Riant » dans un but personnel et en vue de favoriser d'autres personnes physiques et morales ». Ce rapport n'a, semble-t-il, pas eu les suites logiques qu'il appelait... Pourtant, les preuves existent ! Alors ???

D'autant que les dirigeants de ce Centre d'Organisation Bâtiments et Travaux publics (COBTP) sont déjà inculpés dans l'affaire des « Naudières » à Rezé depuis 1978 (passif : 500 millions d'AF). Et malgré cela, ils continuent toujours leurs activités immobilières !

DES GENS HONNÊTES ET DE BONNE FOI POUSSES AU DÉSÉSPOIR

Aujourd'hui, à la Résidence du Parc de Saint-Herblain, on réclame à des familles qui ont cru payer « à prix ferme » (publicité mensongère), des logements sociaux, des sommes de 3, 4, 5 millions supplémentaires, etc., sous quelques jours, sous quelques semaines sous peine d'expulsion.

Combien résisteraient moralement à des pressions incessantes ? procès, huissiers, lettres recommandées...

Pour l'instant les plus faibles ou les plus déterminés ont été directement menacés, à titre d'intimidation.

Le désespoir est si grand, dans certaines familles, que l'on peut craindre qu'il soit générateur de drames.

Devant une telle situation, notre camarade Maurice Rocher,

LA HALVEQUE

Attendra-t-on
le drame ?

La semaine dernière un nouvel incendie s'est déclaré dans une cave de HLM de la cité Halvèque. Grâce à la présence d'esprit d'un locataire et à l'intervention rapide des pompiers, outre les dégâts, on ne déplore qu'un blessé léger.

Depuis quelques mois, les incendies se renouvellent dans ce quartier. Imprudence ? Malveillance criminelle ? Les habitants sont en droit d'être inquiets. Dès que l'incendie s'est déclaré, notre camarade Michel Moreau, maire-adjoint de Nantes s'est rendu sur les lieux. Il a pu constater, en discutant avec les locataires du n° 4 de la rue Hennebique, que la Société Nantaise d'H.L.M. se soucie fort peu de la sécurité de ses locataires.

De son côté, la cellule du P.C.F. de ce quartier a élevé une protestation, exigeant que des mesures de sécurité soient prises rapidement. On peut en effet se demander ce qui serait arrivé si cet incendie s'était déclaré de nuit.

Incontestablement, les jeux de caves qui se sont multipliés ces temps derniers posent des questions auxquelles une réponse doit être apportée et des mesures urgentes de sécurité prises.

secrétaire fédéral, s'est adressé le 9 juin au préfet afin que celui-ci prenne ses responsabilités et fasse cesser toutes ces tracasseries réservées aux victimes de l'escroquerie.

La section de Saint-Herblain du P.C.F., pour sa part, en dénonçant toute « l'affaire » dès le 31 mars, a sensibilisé la population et l'appelle à empêcher que ces familles soient jetées à la rue.

Réconfortés par ce soutien, les coopérateurs se regroupent et multiplient les démarches.

Ils se sont même adressés au président de la République dans une lettre qu'ils ont rendue publique.

« OUEST-FRANCE » A DE L'INFORMATION UNE CONCEPTION TRES... SÉLECTIVE

De cette lettre que nous publions ci-dessous, « Ouest-France » (devise du journal : Justice et Liberté) n'a publié que les passages indiqués en caractères gras...

Monsieur le Président,

Si l'article en dernière page de « L'Humanité », en date du 10 mai 1980, a retenu votre attention, et si vous avez été sensibilisé par les problèmes sociaux et humains révélés par ces quelques lignes, nous pensons que les précisions supplémentaires que nous allons vous apporter à l'appui de cette lettre vous permettront peut-être de venir en aide à un groupe de coopérateurs au bord du désespoir.

Si nous nous décidons à porter cette affaire à votre connaissance, c'est que nous ne savons plus où frapper. Depuis une année que nous nous battons, nous ne sommes guère plus avancés qu'au premier jour.

Après avoir utilisé tous les moyens légaux (avocats, procureur de la République, maire de la commune, préfet) seul le Parti communiste a bien voulu s'intéresser à notre problème, bien qu'aucun coopérateur concerné n'adhère à ce parti politique.

En effet, même les avocats craignent de s'occuper de cette affaire. On nous reproche de ne pas avoir fait assez de battage autour de notre histoire, mais chacune de nos interventions a toujours été étouffée.

Aussi vous trouverez ci-joint diverses photocopies résumant assez bien nous semble-t-il notre situation.

Il est bien entendu que notre souci principal, pour le moment, est celui de la revalorisation de 45 % du prix de nos appartements que nous sommes dans l'impossibilité de payer; les malfaçons passant au second plan, bien qu'étant un problème d'une aussi grande importance.

Nous espérons ue votre sens de l'Honneur et de l'Équité primera sur la considération que vous pourriez avoir éventuellement à l'égard des personnes incriminées dans le cas peu probable où elles feraient partie de vos connaissances.

Dans le cas contraire nous n'aurions plus rien à espérer, sinon qu'un acte désespéré de l'un des nôtres fasse enfin ouvrir ce dossier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

ENSEMBLE... UNE FORCE !

Dans la dramatique situation que vivent ces familles, le mouvement de solidarité qui se développe autour d'elles constitue un incontestable réconfort.

Il en est ainsi des lettres de soutien qu'elles viennent de recevoir de coopérateurs marseillais du « Mont Riant », grugés comme eux par les mêmes.

De leur côté, les communistes de St-Herblain appellent la population à soutenir les coopérateurs de la Résidence du Parc, en étant présent pour empêcher les expulsions et en

envoyant une lettre de soutien à ces familles.

« La solidarité chez nous, réaffirmant les communistes herblinois, ce n'est pas un vain mot ! »

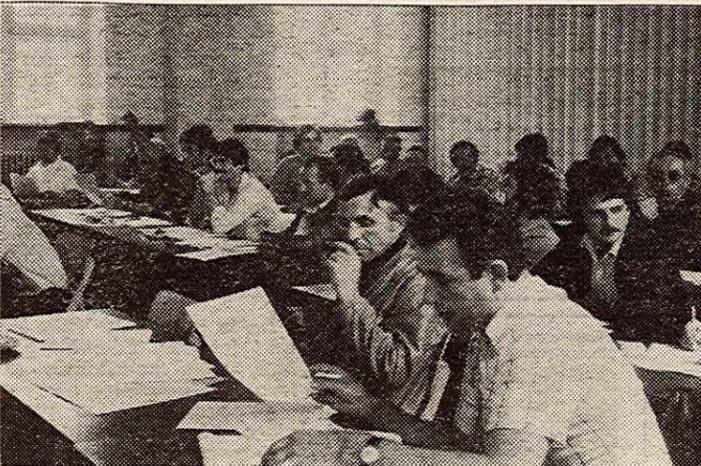
« Transplantés, solitaires dans de grands ensembles, OUI ! Mais conscient d'être une force, ENSEMBLE. »

« Par un grand mouvement d'action, nous pouvons faire que la justice tranche enfin et condamne les promoteurs déjà inculpés, au lieu de harceler les familles victimes. »

3eme Congrès du syndicat C.G.T. des A.C.B.

Le 6 juin, se tenait à Nantes, à la Bourse du Travail, le 3^e Congrès du syndicat CGT des Ateliers et Chantiers de Bretagne avec la participation de Serge Lelay, mem-

vriers », ce qui amena les délégués à poser le problème du devenir de l'entreprise, et à réaffirmer leur volonté de lutter contre la politique de démantèlement de secteurs



Une vue de la salle, lors du Congrès.

bre du Bureau Fédéral de la Métallurgie, Marcel Ledus, secrétaire général de l'USTM de Loire-Atlantique, Serge Doussin, secrétaire général du syndicat des Métaux de Nantes.

Dans le rapport qu'il présenta devant les 50 délégués au Congrès, à l'ouverture des travaux de celui-ci, Francis Gauthier, le secrétaire du syndicat devait insister sur le contexte de lutte dans lequel se déroulait le Congrès. Ces luttes dans lesquelles la CGT a joué un rôle moteur. Il insistait sur la nécessité de faire le bilan de l'activité déployée depuis le dernier congrès et sur celle de tracer des objectifs de luttes pour les deux années à venir.

Les délégués, sur ce point devaient d'ailleurs largement débattre sur la nécessité de défendre la Sécurité Sociale, sur la garantie et la progression du pouvoir d'achat, sur la réduction de la durée du travail et sur les problèmes de l'emploi.

Sur ce dernier point d'ailleurs, ils observaient que depuis la main-mise du groupe Alsthom sur l'entreprise, ils constataient une modification sensible de la composition sociale de l'entreprise. Dans celle-ci, qui compte aujourd'hui 781 ouvriers, 665 ETDA, 251 cadres et ingénieurs, on constate « une diminution sensible des effectifs ou-

économiques essentiels pour l'avenir de la région et du pays. Ils insistèrent notamment sur les possibilités réelles d'embaucher qui existent aux ACB.

Ils s'élevèrent aussi contre l'offensive lancée par la direction contre les avantages acquis (salaires, etc...).

Large débat aussi sur les problèmes de l'action et de l'unité (notamment avec la CFDT). De la discussion, il est très majoritairement ressorti que « l'unité réalisée avec la CFDT en Loire-Atlantique (notamment — et avec des nuances — les 13, 23 mai et 5 juin) ne sauraient estomper les problèmes et différences fondamentales qui existent nationalement et qui sont la conséquence de la politique de recentrage de la CFDT adoptée au Congrès de Brest et qui se confirme à tous les niveaux de cette organisation ».

Cela étant, les délégués au 3^e Congrès des ACB ont réaffirmé le sens de leur démarche : réaliser l'unité pour l'action dans l'intérêt des travailleurs sur des bases claires et des objectifs de classe pour contraindre pouvoir et patronat à des reculs. Le syndicat CGT entend aussi œuvrer pour des changements profonds dans le domaine économique et social, changements correspondant aux intérêts des travailleurs.

PLEIN SUCCÈS DE L'ANNIVERSAIRE

E. LECLERC

Rue de la Bourgeoinière - PETIT PORT



Du 2 au 7 juin se déroulait l'Anniversaire du Centre LECLERC, rue de la Bourgeoinière au PETIT-PORT à Nantes. Ce fut un véritable festival de prix les plus bas, tant en produits frais, surgelés, conserves, et sur le parking, des batteries et remorques à des prix défiant toute concurrence. Ce fut un succès total, et il faut s'appeler LECLERC pour réaliser de telles prouesses... d'autant que, même après la fête, les prix demeurent encore les moins chers !

Les communistes avec les travailleurs des Fonderies

**TOUS DEVANT L'ENTREPRISE
VENDREDI 20 JUIN A 17 HEURES**

Les travailleurs de la Nantaise de Fonderies poursuivent leur lutte contre le démantèlement de l'entreprise.

Le patronat et les hommes de la majorité tentent de rejeter leurs responsabilités sur les travailleurs et leur syndicat CGT, sur les communistes qui refusent leur politique de déclin national.

FO récidive aux Fonderies comme à la SNIAS. Elle apporte ouvertement son soutien à la politique patronale et au pouvoir, s'attaquant aux salariés de l'entreprise qui luttent avec la CGT et les communistes. Ce qu'ils craignent c'est l'écho de cette lutte, que s'élargisse la solidarité des Nantaises et des Nantais, qui refusent la disparition de cette industrie

liée à l'histoire de leur ville. Ils craignent qu'une nouvelle fois leur politique d'austérité et de casse de la Navale ne soit mise en échec.

Depuis le début du conflit, seuls les communistes et leurs élus sont aux côtés des salariés des Fonderies.

Le Parti Socialiste, lui, tente de prendre le train en marche. Soit, mais il faut être clair. Un communiqué de presse qui de plus ne « prétend pas juger »... ne

saurait masquer sa responsabilité alors qu'il choisit le consensus plutôt que la lutte et alors que ses représentants à Bruxelles ont approuvé le plan Davignon de la casse de la Navale. Le coup de chapeau tardif ne peut tromper ; être réellement avec les travailleurs de la Navale, ceux des Fonderies, c'est lutter contre la politique de déclin, c'est faire la clarté sur les conditions d'un véritable changement. Elargir

le soutien autour des gars de Fonderies, c'est défendre la Navale, le potentiel industriel de notre ville, c'est rassembler dans l'action sur des objectifs de classe.

Oui, c'est dans l'action sur des objectifs de classe, dans la clarté, en refusant la duplicité, le double langage des tenants du recentrage que sont créées les conditions d'une union solide, les con-

ditions du succès.

Les communistes agissent, ils appellent les Nantaises et les Nantais à se rassembler vendredi 20 juin à 17 heures devant les Fonderies afin d'apporter leur soutien à la lutte des travailleurs, d'exiger le maintien de l'entreprise.

« **Fabriquons des hélices françaises pour des navires français !** ».

« **Halte à la casse de la Navale !** ».

« **Non à la politique de déclin national !** ».

« **Les Fonderies doivent vivre !** ».

Joël BUSSON

TOUGAS : deux morts

Deux ouvriers ont été tués et deux autres grièvement blessés à Saint-Herblain le 5 juin à la suite d'une explosion sur le chantier de la station d'épuration de Tougas. L'explosion s'est produite au fond d'une tranchée creusée de la future station d'épuration de Tougas et jusqu'en Loire, tranchée destinée à construire une canalisation par laquelle passeront plus tard les eaux épurées par la station.

Dans la même semaine il y a eu 4 morts dans le bâtiment en Loire-Atlantique. Sur 19 accidents du travail mortels, survenus depuis le début de l'année on en compte 15 dans le seul secteur du bâtiment et des travaux publics.

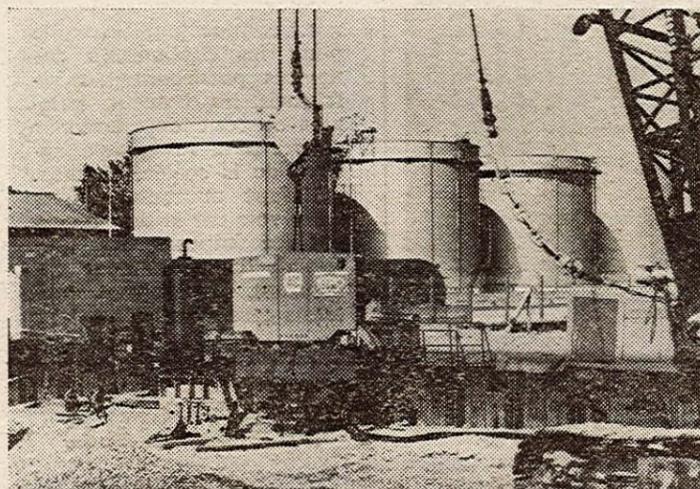
Et il n'y a là nulle fatalité. C'est la seule branche par exemple à ne pas avoir de commissions d'hygiène et sécurité. L'accident de Tougas est d'ailleurs l'exemple typique de la nécessité d'une telle commission. Car les témoins l'ont dit : « Ça sentait l'essence depuis plusieurs jours ». D'ailleurs les pompiers eux-mêmes étaient déjà intervenus, ceux de Nantes et ceux de Saint-Herblain et l'entreprise, elle-même, avait arrêté plusieurs incendies à l'aide d'extincteurs.

C'est bien la preuve qu'il

y avait un problème réel de sécurité. « Si ça continue, on va tous griller dans cette tranchée » avait dit l'un des deux travailleurs tués, la veille de sa mort. D'ailleurs à la demande des travailleurs la CGT était intervenue la veille même de l'accident auprès

Ces mesures de sécurité étaient d'autant plus nécessaires que la zone où est localisé le chantier est une importante concentration de cuves de stockage d'hydrocarbures.

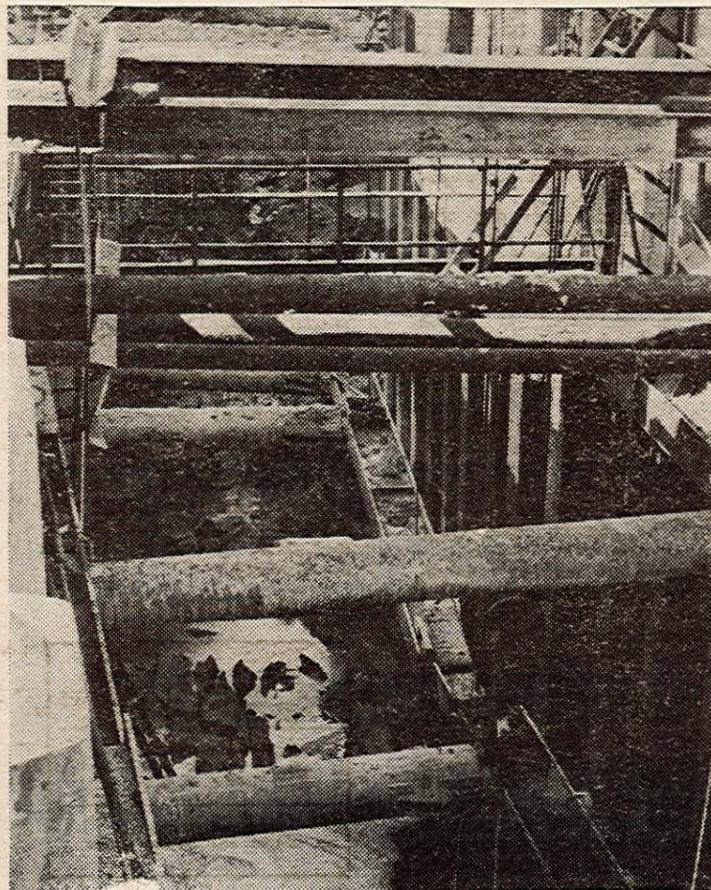
Naturellement une enquête sera menée. Mais ce qu'il



Réservoirs tout près de la tranchée dans laquelle l'incendie mortel survint. La catastrophe pouvait prendre des proportions gigantesques.

d'un organisme de prévention l'OPPBTB et des services techniques de la CRAM.

faut, c'est agir pour que cela ne se reproduise plus. Pour la CGT notamment il n'est pas question qu'il y ait une reprise du travail tant que les garanties de sécurité n'auront pas été obtenues, d'autre part il est nécessaire de mettre en place dans les entreprises de la construction des commissions d'hygiène et sécurité.



Deux jours plus graves dans l'incendie d'hydrocarbures au fond de cette « tranchée » du chantier de la vallée de Tougas.

GALA DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS EN LUTTE DE LA NANTAISE DE FONDERIES

Vendredi 20 juin 1980, à 20 h 30
avec Noël VINON et Céline GONTIER
Fest-Noz animé par GRELLIER-MICHENAUD

**En grève depuis le 23 avril,
LES TAILLEURS DE PIERRES DÉCIDENT
DE POURSUIVRE LA LUTTE !**

Si un conflit illustre bien le divorce profond qui existe entre les propos démagogiques de Giscard et Stoléru sur la « revalorisation du travail manuel » et les actes qui concrétisent cette « volonté », c'est bien celui de tailleurs de pierre.

En grève depuis le 23 avril, ces travailleurs qui ne réclament qu'une juste rémunération pour un travail de qualité viennent de se heurter à une intransigeance patronale qui relève du mépris ou de la provocation.

Ces patrons de la profession, visiblement sous la pression du patronat de L.A de la construction, par leur attitude rétrograde portent la responsabilité de ce conflit. Rétrograde d'ailleurs au point de refuser de discuter avec les délégués des tailleurs de pierre qu'assistait Albert Labarre, secrétaire départemental du syndicat CGT de la construction. De ce fait, le 8 juin, il fallut que l'inspecteur du travail fasse la navette entre les deux salies.

Au terme de cette « négociation », les patrons cédaient sur quelques points « mineurs », mais opposaient un refus à toute augmentation des salaires ou de la prime d'outillage.

Devant une telle attitude, les tailleurs de pierre se réunissaient et décidaient de pour-

suivre la lutte.

Autour de cette courageuse action la solidarité s'amplifie. Ainsi, au moment même où se déroulaient les discussions avec les patrons, les travailleurs de Carnaud témoignaient lors d'une collecte de cette fraternité de combat.

Cette lutte est juste. Les communistes la soutiennent sans réserve.

Ils considèrent notamment que le préfet, représentant d'un pouvoir qui n'a pas daigné répondre aux nombreuses démarches qu'ont effectuées les tailleurs de pierre auprès des divers ministères et même du Président de la République, le préfet doit assumer ses responsabilités et faire en sorte que s'engage une véritable négociation.

En cette année du patrimoine, ceux qui en assurent la pérennité méritent et attendent autre chose que des discours.

REMERCIEMENTS

Les tailleurs de pierres remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont généreusement versé à la collecte qu'ils avaient organisé à la fête de « l'Humanité », collecte qui fut une des toutes meilleures réalisées depuis le début du conflit

S.O.S. SANTÉ

A Nantes, une situation très préoccupante !

Notre camarade Michel Moreau, conseiller général, maire-adjoint de Nantes et administrateur du C.H.R. de Nantes vient de s'adresser au ministre de la Santé et de la Famille et ce en raison de la situation très préoccupante du personnel hospitalier.

Il souligne notamment que « Lors du dernier conseil d'administration, de nombreux chefs de service se sont plaints du manque de personnel médical et para-médical. »

« En effet, poursuit-il, des difficultés existent actuellement dans différentes unités, en particulier au niveau du personnel infirmier »

Il suffit de prendre l'exemple d'une unité de soins intensifs où l'équipe de nuit — 4 nuits sur 8 — est constituée d'une infirmière et d'une aide-soignante et 4 nuits sur 8 d'une infirmière et 2 aides-soignantes ce qui est, numériquement, très

insuffisant pour faire face, avec toute la conscience exigée d'un tel service, aux nombreuses tâches de surveillance et de soins ».

« Cette situation, considère l'élu communiste, est très préjudiciable au malade et entraîne une dégradation des conditions de travail du personnel. »

A ce sujet, Michel Moreau rappelle que lors de l'établissement du budget, il avait été proposé, sur la demande des syndicats, des chefs de service et du conseil d'administration, 423 postes jugés nécessaires pour répondre aux besoins réels.

« Or, constate-t-il, votre Ministère n'a accepté que 23 postes (et pour 1981 il semble que des mesures aussi strictes soient appliquées) ce qui paraît dérisoire pour assurer une bonne qualité des soins. »

Considérant que cet état de fait est intolérable, Michel

Moreau demande au Ministre « quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation »

« D'autre part, observe-t-il, les débuts de travaux de l'hôpital Nord (qui est une nécessité grandissante) devaient avoir lieu assez rapidement. »

Des procédures d'appels d'offres et d'adjudication ont été lancées aux entreprises locales et de nombreux travaux ont été adjudés

Mais aujourd'hui des tergiversations risquent encore de reculer l'échéance de début des travaux

« C'est pourquoi, conclut Michel Moreau, je vous demande d'intervenir de toute urgence pour l'ouverture du chantier à la date prévue afin que soit réalisé ce projet qui demeure une nécessité médicale mais aussi économique en raison de la situation de l'emploi dans la région. »

POUR VIVRE AU PAYS !

Les travailleurs de la région nazairienne, en particulier les Briérons, ont représenté, de longue date, une main-d'œuvre qualifiée pour la construction navale. Ils ont vécu l'évolution, participé activement aux grandes luttes des chantiers.

Ils sont les artisans de ce que sont devenus les Chantiers de l'Atlantique au fil des ans : un des plus grands du monde !

Aujourd'hui ces mêmes travailleurs voient se boucher un horizon, s'accumu-

ler des nuages lourds de menace sur ces chantiers navals si essentiels pour la vie économique de la région.

A écouter nos dirigeants, "la construction navale ne serait plus viable à Saint-Nazaire", "les salaires seraient trop élevés", "nous ne serions pas compétitifs".

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Nous ne serions pas compétitifs nous les travailleurs qui avons construit le France qu'ils ont bradé, le Batillus et tant d'autres...

Nos salaires seraient trop élevés, alors que chacun de nous sait ce que compter veut dire.

Tout cela est faux.

La vérité, c'est que nos bons apôtres veulent brader nos industries pour aller investir ailleurs dans l'espoir d'y faire plus de profit.

Dans la construction navale, on nous explique qu'il faut laisser le terrain aux nouveaux chantiers japonais ou brésiliens. Le gouvernement français subventionne les armateurs pour qu'ils achètent leurs

bateaux à l'étranger. Dernièrement, la compagnie Delmas - Vieljeux voulait commander ses porte-containers au Japon et il a fallu une lutte serrée pour imposer le travail ici. Aujourd'hui, ce sont des navires charbonniers qu'ils veulent commander au Brésil avec l'argent des contribuables français.

Et pour couronner le tout, la fameuse Commission de Bruxelles — à majorité socialiste — propose un plan Davignon de la navale. Appelé plan démolition-construction, il vise à porter un coup aux chantiers français — il a reçu le soutien du Parti socialiste, de F.O. et de la C.F.D.T. qui, aujourd'hui, nous parlent de la reconversion de la construction navale alors qu'il s'agit de liquider 30 000 emplois.

Mais vous, les travailleurs, vous ne vous laissez pas faire. Vous luttez contre ces mauvais coups, et vous avez raison.

Les preuves sont faites, par la lutte on peut faire reculer pouvoir et patronat, comme par exemple pour les commandes des navires porte-containers réfrigérés, les bateaux polonais et tout dernièrement encore pour les quatre navires de la société Delmas.

Il faut poursuivre dans cette voie car si des reculs ont été imposés, les projets de démantèlement demeurent. Ils doivent toutefois être appréciés à leur

juste valeur (rappelons que le PCF est la seule force politique à exiger pour notre pays une flotte de commerce conforme aux besoins existants — entre autre le marché des « charbonniers » et « transporteurs de vrac »), à lutter pour que cette flotte soit construite par nos chantiers qui ont fait la preuve de leurs capacités techniques.

Pour nous, communistes, il s'agit aujourd'hui de lutter pour maintenir et développer nos chantiers, et non de prêcher on ne sait trop quelle diversification qui ne conduirait en fait qu'à brader la navale.

Ce que nous disions pour la navale est également vrai pour la chaudronnerie ou le diésel. Il ne faut pas laisser le bras des casseurs sévir à nouveau. Par la lutte, imposons des solutions urgentes et nécessaires.

Toutes ces luttes, pour défendre la navale, la mécanique, la chaudronnerie... l'emploi, mais aussi les conditions de vie et de travail, pour imposer les embauches que rendrait nécessaire une politique maritime conforme aux intérêts des travailleurs et du pays, toutes ces luttes trouveront dans cette Brière dont près de 70 % de la population salariée travaille à la SNIAS ou aux Chantiers, un prolongement d'espoir et de confiance le 22 juin, pour cette fête de la Brière avec les communistes.

"Poursuivre la lutte pour le droit à la santé"

Suite de la première page
cartes : retraits de l'amendement Ruffenach en décembre, de la loi Berger le 13 mai.

On ne répètera jamais assez le rôle d'éclaireurs qu'ont joué dans le développement actuel des luttes la CGT et le PCF chacun dans son domaine. Par leur dénonciation de l'austérité, par leur patiente démythification de la politique de consensus qui ne laissait pas que des indifférents au PS, à la CFDT ou à la FEN, par leur appel à la lutte ils ont apporté un sérieux antidote contre la « sinistrose » qui menaçait le corps social. L'appel à la grève le 25 avril par la CGT seule, son attitude résolue pour faire de chaque action, non un baroud d'honneur, mais une étape vers d'autres luttes, ont été décisifs.

Par milliers, plus nombreux encore que le 23 mai, les travailleurs de notre département ont fait de cette journée du 5 juin un immense succès.

Il importe maintenant de poursuivre la lutte pour créer une situation qui rende inapplicable cette prétendue « convention médicale » signée par le patronat et Force Ouvrière contre la volonté de l'immense majorité des assurés sociaux et des médecins.

Cette convention qui vise à instaurer une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres, amènerait ces derniers à se priver des soins les plus élémentaires. Elle consti-

tuerait un recul très grave du niveau de la santé en France !

La lutte doit faire annuler cette convention rétro-

grade et contraindre le pouvoir à supprimer les mesures qu'il a prises contre la Sécurité sociale depuis l'été dernier.



Puissante manifestation le 5 juin à St-Nazaire.

SNIAS - ST-NAZAIRE

L'avenir se forge aujourd'hui !

Par les questions fondamentales qu'il a posé au grand jour, par la puissance de la lutte, par l'ampleur du soutien que celle-ci a reçue, par l'aide que le pouvoir apporta à une direction voulant à tout prix briser toute résistance et imposer un consensus générateur d'austérité renforcée, le conflit de la SNIAS-St-Nazaire demeure présent dans tous les esprits.

Dans ce conflit, c'est véritablement l'agresseur qui s'est dit agressé, le saboteur qui cria au sabotage.

Ainsi, dans leur volonté de transformer l'industrie aéronau-

tique française en sous-traitante de la R.F.A. pour le plus grand profit des avionneurs US, le pouvoir et la direction de la SNIAS tentèrent de briser toute opposition à cette politique contraire aux intérêts des travailleurs et du pays.

Pour y parvenir et pour imposer une austérité renforcée, ils voulaient bâillonner les travailleurs et balayer tout ce qui s'oppose à la collaboration de classe qui leur est nécessaire pour porter de nouveaux coups à notre indépendance nationale.

Ils ne tolèrent pas, par exemple, d'avoir été contraints par la lutte des travailleurs (et notamment la bataille des communistes) à embaucher plusieurs centaines de salariés, alors qu'ils ne voulaient qu'un recours massif à la sous-traitance et une productivité accrue en attendant que l'industrie allemande soit prête.

Ne se refusaient-ils pas à toute embauche malgré le succès d'Airbus, alors que la RFA se prépare à recruter 12 000 salariés dans l'aéronautique ?

En difficulté pour faire passer son consensus, le pouvoir a eu recours à un autoritarisme renforcé et à la répression pour l'imposer.

La riposte des travailleurs a fait reculer certaines prétentions, cependant, les militants communistes et les militants CGT ont payé un lourd tribut à la défense des libertés, à la défense des travailleurs.

Mais le patronat n'a pu empêcher que grandisse et demeure dans l'entreprise la volonté d'obtenir satisfaction sur les revendications qui étaient à l'origine du conflit :

l'aspiration à être traité en homme sur le lieu de travail, la volonté de mettre fin au « Boni » et au travail au rendement, l'exigence des embauches nécessaires pour faire face aux commandes (d'Airbus notamment), etc.

Aujourd'hui, tout en s'efforçant de le masquer, le pouvoir et la direction de la Société Nationalisée sont contraints d'en tenir compte et de reculer sur divers aspects.

La méthode n'est pas nouvelle. Ne l'ont-ils pas déjà employée à chaque fois. Il en fut ainsi pour Airbus qu'ils se refusaient à lancer, pour l'A 200 où ils adoptaient la même démarche, pour la sous-traitance d'Airbus qu'ils prétendaient faire effectuer à l'étranger, mais aussi pour l'aérodrome de Gron qu'ils voulaient liquider, etc. A chaque abandon, à chaque mauvais coup contre la classe ouvrière et l'intérêt national, ils trouvèrent en face d'eux les communistes pour appeler à la lutte.

Aujourd'hui, sur les revendications posées durant le conflit et que la direction refusait de négocier, elle a dû reculer.

Par exemple, elle a concédé dans le dernier accord société la suppression du travail au rendement pour 15 % de travailleurs tous les ans. Il aurait été possible d'aller plus loin, mais F.O. a signé cet accord qui comportait aussi une baisse de près de 1 % du pouvoir d'achat et bien sûr... si une organisation syndicale signe, l'accord est applicable.

Voilà que les dirigeants de F.O., après avoir tout fait pour briser l'action, après que leur

secrétaire général (Bergeron) ait désigné au patronat et au pouvoir ceux qu'il fallait sanctionner, signent un accord pour tenter d'enterrer une revendication qu'il aurait été possible de faire aboutir.

Ce conflit a provoqué une prise de conscience des travailleurs sur l'idée de lutte si l'on veut obtenir quelque chose.

C'est ainsi qu'aux journées de luttes des 24 avril, 13-23 mai et 5 juin, nous avons vu, pour la première fois depuis qu'ils sont à la SNIAS, de jeunes embauchés faire grève avec leurs camarades de travail. Ceci avec un temps fort le 5 juin, puisque tous les jeunes du secteur chaudronnerie, même ceux qui sont encore sous contrat « emploi-formation » sont sortis. (Ce qui, dans le contexte de répression et d'atteintes aux libertés actuel mérite d'être apprécié.)

« L'avenir commence maintenant », ces jeunes l'ont compris, c'est pourquoi ils luttent. Oui, l'avenir se forge aujourd'hui !

Directeur de la publication
Maurice ROCHER
41, rue des Olivettes - NANTES

Imprimerie Commerciale
32 bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 62 987

Composé et imprimé
par une équipe d'ouvriers syndts

Supplément à l'hebdomadaire départemental du P.C.F. : « Les Nouvelles de Loire-Atlantique », N° 130.

DES CARS POUR SE RENDRE A LA FÊTE DE LA BRIÈRE

Horaires		
le matin		l'après-midi
9 h 45	Certé (Salle des Sports)	13 h 45
9 h 50	Café « Petit Savine » Tremblay Aucart	13 h 50
9 h 55	Bout de Bert Pigeon Blanc Bert Pont de paille	13 h 55
10 h	Trignac Mairie Maison des Jeunes Garage Hougard Bellevue (arrêt des cars)	14 h
10 h 10	Montoir (Place du Marché)	14 h 10
10 h 15	St-Malo-de-Guersac (Garage Guégan)	14 h 15
10 h 20	Saint-Joachim (Place de l'Eglise)	14 h 20
10 h 30	Feux Chapelle des Marais	14 h 30

Coût du voyage aller-retour : 5 F.